

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°257 DU 02 JANVIER 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

**Interview**

Conclusions du cadre de dialogue

**« C'est un séminaire qui s'est passé pendant leur cadre de dialogue... »  
(Rafiou Sow, PRP)**

P.3



Édito à vue d'Aigle

## Les assurances du colonel-président !

Le samedi 31 décembre 2022, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, dans son adresse à la nation, à l'occasion du nouvel an, est revenu, comme il fallait s'y attendre, sur un certain nombre de sujets d'intérêt national. L'actuel locataire du Palais Mohammed V s'est tout d'abord réjoui de la résilience de la Guinée dans un contexte de crise liée à la guerre en Ukraine. Il a ensuite remercié les Guinéens pour leur soutien aux réformes engagées depuis l'avènement du CNRD et qui, dit-il, commencent à porter fruit... P.2

NOUVEL AN

P.04



**Le discours du président de la transition**

GUINÉE

P.5



**Alpha Condé rappelle qu'il est et reste un président élu**

NOUVEL AN

P.6



**Cellou Dalein Diallo s'adresse à ses compatriotes depuis l'étranger**

RPG Arc-en-ciel

P.2

**Saloum Cissé tacle ceux qui ont quitté le navire jaune après le 5 septembre 2021**

Dialogue inter-guinéen

P.5

**La Troïka redevenue le Quatuor rejette les conclusions du rapport final**

Saikou Yaya Barry chez Embalo

P.8

**Une présence qui pollue l'atmosphère sociopolitique à Conakry**

## Édito à vue d'aigle



### Les assurances du colonel-président !

**L**e samedi 31 décembre 2022, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, dans son adresse à la nation, à l'occasion du nouvel an, est revenu, comme il fallait s'y attendre, sur un certain nombre de sujets d'intérêt national. L'actuel locataire du Palais Mohammed V s'est tout d'abord réjoui de la résilience de la Guinée dans un contexte de crise liée à la guerre en Ukraine. Il a ensuite remercié les Guinéens pour leur soutien aux réformes engagées depuis l'avènement du CNRD et qui, dit-il, commencent à porter fruit.

Il a par ailleurs réitéré sa détermination à mener une lutte sans merci contre la corruption et toutes ses formes. Et force est de reconnaître, sans démagogie, que s'il y a une décision du colonel-président Mamadi Doumbouya qui est unanimement saluée par les Guinéens de l'intérieur et de la diaspora, c'est bien la création de la

Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF). Cette nouvelle juridiction est chargée de poursuivre toutes celles et tous ceux qui se sont rendus coupables ou qui se rendront coupables de graves infractions économiques et financières dans l'exercice de leurs hautes fonctions. Parmi les personnes qu'elle poursuit actuellement, il y a des caciques du régime déchu : Dr Ibrahima Kassory Fofana (ancien Premier ministre), Amadou Damaro Camara (ancien président de l'assemblée nationale), Dr Mohamed Diané (ancien ministre de la Défense nationale), Oyé Guilavogui (ancien ministre de l'Environnement), Dr Ibrahima Kourouma (ancien ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat). Dans son adresse à la nation, le tombeur d'Alpha Condé a fait comprendre clairement qu'il n'a pas d'amis ni de famille face à la corruption et que sa main ne tremblera pas quand il s'agira de sanctionner les cadres impliqués dans les détournements de deniers publics.

Le chef de l'Etat n'a pas manqué de faire cas des infrastructures construites et à construire aux quatre coins du pays pour le bien-être des braves populations des centres urbains et des campagnes qui ne demandent qu'à être dotées d'infrastructures de base viables (routes, ports, centres de santé, hôpitaux, écoles, forages, marchés, gares routières, etc.).

Le colonel-président Mamadi Doumbouya a une nouvelle fois rappelé que le rassemblement des Guinéens est une priorité pour le CNRD et son gouvernement. Au début de l'année 2022, on le sait, les assises nationales se sont organisées dans les 6 communes de la capitale, dans les 33 préfectures de l'intérieur et dans les ambassades à l'étranger. Une occasion qui a été mise à profit par les Guinéens pour se parler, se pardonner et se réconcilier avec leur histoire, aussi tumultueuse soit-elle.

Kéfina Diakité

## RPG ARC-EN-CIEL Saloum Cissé tacle ceux qui ont quitté le navire jaune après le 5 septembre 2021

Lors de l'assemblée générale du RPG Arc-en-ciel, qui s'est tenue le samedi 31 décembre 2022, à son siège national à Gbessia, Saloum Cissé, secrétaire général de l'ancien parti au pouvoir, a tacle ceux qui ont quitté le navire jaune après le 5 septembre 2021.



« Vous voyez la différence quand on était au pouvoir et maintenant ? Tous les opportunistes sont partis. Quand tu les voyais autour du professeur Alpha Condé au pouvoir, on dirait les abeilles autour des ruches. Vous qui êtes là, vous êtes les vrais militants du RPG Arc-en-ciel. Vous n'êtes pas des clients », a déclaré Saloum Cissé à l'assemblée générale du RPG Arc-en-ciel (ex parti au pouvoir), qui s'est tenue le samedi 31 décembre à son siège national.

Cela relance le débat sur la

vie des partis présidentiels qui, dans la plupart des cas, se vident de leurs cadres et militants après un changement de régime ou le décès du président-fondateur. Avant le RPG Arc-en-ciel, le PDG-RDA de Sékou Touré et le PUP de Lansana Conté se sont retrouvés dans la même situation. Ce qui fait dire à beaucoup que rares sont ceux qui adhèrent à un parti au pouvoir par conviction mais plutôt par opportunisme.

Kéfina Diakité

*Lire L'Aigle Infos,  
c'est lire la vérité  
et la vertu*

## CONCLUSIONS DU CADRE DE DIALOGUE

# « C'est un séminaire qui s'est passé pendant leur cadre de dialogue... » (Rafiou Sow, PRP)

Dans un entretien accordé à la rédaction de l'Aigleinfos, le président du Parti du Renouveau et du Progrès (PRP) s'est exprimé sur la récente rencontre entre les acteurs politiques et de la société civile qui n'ont pas pris part à ce cadre de dialogue et le président en exercice de la CEDEAO Umaru Sissoco Embaló. Rafiou Sow a souhaité que les conclusions du cadre de dialogue remises au chef de l'Etat soient reprises dans une des capitales des pays de la sous-région. Il est également revenu sur l'interdiction de manifestations de soutien au CNRD.

**L'**Aigleinfos : Vous êtes un parti membre de l'ANAD. Le président bissau-guinéen, en même temps président en exercice de la CEDEAO, a rencontré des acteurs sociopolitiques guinéens qui n'ont pas pris part au cadre du dialogue. Comment appréciez-vous cette démarche personnellement ?

**Rafiou Sow :** C'est une chose que nous avons souhaitée au niveau de l'ANAD et du Trio. Et Dieu merci, le président de la CEDEAO a pu rencontrer notre délégation. Parce que nous avons formé une délégation pour aller rencontrer le président de la CEDEAO pour lui dire nos inquiétudes et réaffirmer notre volonté absolue de prendre part à un dialogue inter-guinéen. Mais un dialogue franc et sincère, pas un séminaire comme ça s'est passé en Guinée. Vous vous souviendrez que nous n'avons pas pris part à leur soi-disant dialogue inclusif qui s'est passé tout dernièrement. Parce qu'il est tout sauf inclusif. Puisqu'une bonne frange de la classe politique et de la société civile n'y a pas pris part. Et notre délégation a rencontré le président de la CEDEAO. Il a nous a écoutés. Et lui aussi nous a dit, au nom des chefs d'État et il a pris en compte selon lui nos préoccupations. Il a dit qu'il allait œuvrer pour qu'il y ait un dialogue accepté par tous. Parce qu'aujourd'hui, il faut reconnaître, même la CEDEAO est d'accord. D'ailleurs, ils n'ont pas pris part à la remise des recommandations du dialogue qui s'est passé ici. Pour moi, quand il y a un dialogue, on trouve des ententes, des consensus qui se dégagent sur des points et que la junte applique. Mais ils ont dit avoir trouvé des recommandations par rapport à la junte. Donc, ce n'est pas un dialogue. Ça veut dire que c'est la junte qui décide tout. Et ça, il faut le signaler, c'est



extrêmement important.

**L'Aigleinfos :** Pensez-vous que l'absence du médiateur de la CEDEAO lors de la remise des conclusions de la plénière du cadre de dialogue inclusif dénoterait-elle la non inclusivité dudit cadre ?

**Rafiou Sow :** Bien sûr ! D'ailleurs, vous vous souviendrez que quand ils ont invité le médiateur de la CEDEAO à prendre part au lancement de ce cadre de dialogue, ce médiateur Thomas Yayi Boni était très surpris. Il a d'ailleurs dit lui-même qu'on lui avait promis qu'il y aurait toutes les parties autour de la table. Et il était surpris que nous, le Trio, nous n'étions pas autour de la table. Et qu'il a dit d'ailleurs les conclusions de la CEDEAO ont recommandé qu'il y ait un dialogue inclusif et que si nous nous pouvons en Guinée organiser un dialogue inclusif ou tout le monde peut prendre part, la CEDEAO dit pourquoi pas ne pas le faire dans un des pays de la CEDEAO où tout le monde peut prendre part. Ça veut dire que la CEDEAO avait pour exigences ou recommandations qu'il y ait un dialogue inclusif. Ce dialogue s'est passé, aux yeux de la CEDEAO, n'était pas inclusif.

**L'Aigleinfos :** Est-ce que le dialogue annoncé par la

CEDEAO dans une des capitales de la sous-région serait finalement la solution de la crise guinéenne selon vous ?

**Rafiou Sow :** Nous, au niveau de l'ANAD, notre souhait est qu'il y ait un dialogue inclusif accepté et sincère en République de Guinée chez nous ici. Mais au cas où les autorités ne prennent pas la garantie de la sécurité des exilés, et essayer de libérer certains qui sont en prison parce que d'autres sont en prison et ils doivent prendre part à ce dialogue. Qu'on ait un dialogue sincère et accepté hors de nos frontières, qu'on s'entende sur les points qui concernent la transition et que nous puissions venir appliquer cela dans notre pays pour que cette transition soit réussie. La préoccupation c'est la réussite de la transition. Si jamais les autorités ne peuvent prendre la garantie d'un dialogue inclusif et accepté en République de Guinée, qu'ils acceptent puisque ce n'est pas la première fois que ça se passe ailleurs et qu'on soit tous autour de la table c'est-à-dire le CNRD son gouvernement et ses alliés, et les partis qui contestent la façon de gérer la transition par le CNRD. Ce n'est pas la mer à boire. Je pense que c'est dans l'intérêt de la Guinée. C'est une traduction chez nous dans

nos sociétés africaines quand dans une famille par exemple si vous ne vous entendez pas avec votre femme, que le voisin vienne intervenir entre vous, aplanir les choses pour que nous puissions retrouver la sérénité dans votre famille. C'est pareil. Et il faut qu'on accepte. Donc il ne faudrait pas qu'on se dise non parce qu'on est Guinéen c'est nous seulement. Les Guinéens seulement ne peuvent pas régler les problèmes de la Guinée. Les Américains seulement ne peuvent pas régler les problèmes des Américains. C'est pour cela qu'il y a des alliances et des ententes, la coopération c'est pour que nous puissions nous s'entraider, et que tout aille bien dans ce sens.

**L'Aigleinfos :** En publiant un communiqué dans la presse annonçant l'interdiction de toute manifestation au CNRD, est-ce que selon vous la junte militaire au pouvoir se réveille désormais de son long sommeil ?

**Rafiou Sow :** Dernièrement, tout le monde a dénoncé. Il y a eu assez de mouvements de soutien. C'est parce que tout dernièrement il y a eu un préfet qui a confectionné des t-shirts de soutien au CNRD et à son président. Vous avez vu tous, on a créé le FNDD (Front national pour la Défense de la transition), le mouvement de soutien au CNRD. Ils ont reçu selon les

indiscrétions les moyens de la part du CNRD pour les soutenir. Donc comme il y a eu assez de critiques et qu'ils pensent aujourd'hui pouvoir maîtriser la situation puisqu'il y a l'accalmie et donc c'est pour cela ils se permettent ça. Sinon, il y a longtemps, ils devaient le faire. Il y a assez de mouvements de soutien. Vous avez vu tous ceux qui ont pris part au cadre du dialogue disent que pour eux que le CNRD compte, la transition, le CNRD fait sans faute et autres. Ça ce n'est pas des voix discordantes au CNRD. Donc c'est pour cela nous disons c'est un séminaire qui s'est passé pendant leur cadre du dialogue et que ceux qui sont contestataires n'ont pas pu être autour de la table. Il faudrait qu'il y ait un nouveau cadre de dialogue où nous nous retrouvons entre CNRD et leur mouvement de soutien et les partis qui s'opposent au CNRD pour qu'on s'entende sur la façon de conduire la transition.

**L'Aigleinfos :** Pour vous, le mouvement de soutien concernant le tournoi de football, mais aussi les danses folkloriques qu'on organise pour apporter son soutien au CNRD qui désormais n'en a pas besoin selon le communiqué. Êtes-vous d'accord sur ce point ?

**Rafiou Sow :** Si ces gens-là vont rencontrer le colonel Mamadi Doumbouya au palais Mohamed V là-bas, s'il y a eu ces mouvements de soutien, c'est parce que lui-même a été ouvert à ça. Si dès le début, il avait dénoncé cela, il n'y aurait pas eu ça. Donc pour moi, c'est de la démagogie. C'est juste du tape-à-l'œil, mais ce sont eux-mêmes qui encouragent ces mouvements de soutien.

Interview réalisée par  
Mamadou Saïdou Barry

# Le discours du président de la transition

**Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, dans un discours télévisé, s'est adressé à ses compatriotes le samedi 31 décembre 2022, à l'occasion du nouvel an. Un discours dont nous vous livrons ici intégralité.**

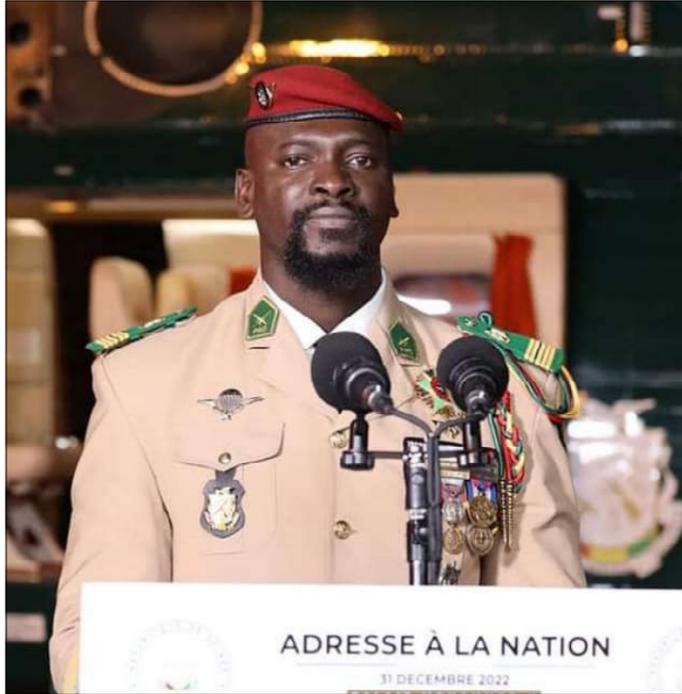
« Guinéennes et Guinéens, Mes chers compatriotes, Nous voici à la fin de l'année 2022. A son entame, j'avais annoncé qu'elle sera une année de Refondation. L'année qui s'achève a connu des crises qui ont considérablement marqué les efforts de croissance dans le monde entier. Mais, notre pays a su se réinventer et s'adapter dans un contexte économique global difficile. La République de Guinée a su répondre efficacement aux enjeux et défis que la conjoncture mondiale impose à tous les pays. Nous avons tenu notre vision de Rigueur Administrative, Réformes à tous les niveaux. Ces réformes commencent à porter fruits grâce à la résilience de toutes les filles et de tous les fils du pays. C'est l'occasion pour moi de féliciter chacun pour le soutien et l'accompagnement de tous les instants dans l'œuvre de refondation et de rectification institutionnelle entamée depuis la prise du Pouvoir par les Forces de Défense et de Sécurité.

Certes, aucune réforme aucun changement n'est facile. Mais, nous sommes tous convaincus que les réformes engagées sont nécessaires pour faire avancer notre pays dans la voie de la bonne gouvernance. Nous savons que notre pays vient de loin. Une bataille acharnée est engagée contre la corruption qui avait gangrené notre économie.

L'objectif de ce combat est de moraliser la gestion du bien public.

La lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite demeure mon cheval de bataille. Cette détermination sans faille a nécessité impérativement la création de la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF). Nous pouvons être fiers du travail accompli et j'en appelle au sens de responsabilité du peuple de Guinée de continuer à soutenir les actions visant à lutter contre la corruption et le détournement de deniers publics.

Au cours de l'année écoulée, nous avons mis l'accent sur la reddition des comptes publics et la récupération des biens de l'État. C'est une entreprise difficile, mais nécessaire pour le développement de notre pays, car, ce qui appartient à tous les Guinéens ne doit être confisqué par une minorité.



En m'engageant dans cette voie avec le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), je savais que le parcours n'était pas facile.

Cependant, chers compatriotes, je sais que la grande majorité d'entre vous salue cette démarche. Comme vous le savez, les effets de la corruption (la pauvreté, le sous-développement...) ne font pas de distinction et sont ressentis par toutes les couches sociales. Ils desservent la RÉPUBLIQUE, sapent ses fondements et freinent le progrès économique de notre État. Aujourd'hui, nous pouvons nous féliciter du résultat auquel cette opération a abouti. Chers compatriotes, soyez rassurés : je n'ai pas d'amis ou de famille face à la corruption et le détournement de deniers publics.

Et comme je vous avais promis, ma main ne tremblera pas.

Guinéennes et Guinéens, Chers compatriotes,

L'année qui s'achève a aussi été marquée par la construction de plusieurs infrastructures routières, portuaires, scolaires, sanitaires, militaires, sportives, des logements sociaux, etc.

Face à des sujets aussi essentiels que l'éducation, nous avons décidé d'accorder une attention particulière. Nous avons tous été secoués par les résultats au cours des examens de l'année 2022. Ces résultats catastrophiques sont assez illustratifs du niveau de dégradation de notre système éducatif. Ils nous appellent à repenser notre système éducatif et à placer au cœur de nos préoccupations

l'éducation et l'avenir de nos enfants.

Le diagnostic a été fait et des solutions idoines sont en train d'être apportées. Pour réussir ce pari, j'en appelle au sens élevé du devoir du corps enseignant, mais aussi et surtout à la responsabilité de notre jeunesse et des parents.

Au titre de la satisfaction des besoins en soins médicaux, j'ai ordonné, pour l'exercice budgétaire 2023, la rationalisation des ressources du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, pour accentuer les efforts sur la qualité des soins, qui passe nécessairement par le renforcement des capacités du personnel, la construction de nouveaux hôpitaux et de centres de santé, la rénovation et l'équipement de quelques-uns.

Sur le plan du Repositionnement de notre pays, l'année 2022 a été l'année du retour de la Guinée dans le concert des nations. Cela a été possible grâce à la vigueur de notre diplomatie et aux actions singulières des enfants du pays qui se sont distingués à travers le monde.

Depuis un mois, nous avons décidé de mettre en lumière l'image de marque de la Guinée à travers ses potentialités culturelles, artistiques, écotouristiques et d'investissements en lançant le projet de Branding National. Etant tous ambassadeurs de notre pays, je vous invite à vous l'approprier.

Mes chers compatriotes,

Au cours de l'année qui s'achève, nous avons lancé les Assises nationales, qui se

sont tenues dans tout le pays et dans nos représentations diplomatiques. Ces Assises Nationales ont donné l'occasion à chacun de dire sa part de vérité, de se libérer du mal et des douleurs que certains portaient silencieusement en eux, mais également de se pardonner. Cette épreuve était nécessaire au regard de l'histoire de notre pays. De l'analyse globale des conclusions, il ressort clairement l'envie de rassemblement et de justice qui sont des vertus très chères au Comité National du Rassemblement pour le Développement.

La refondation que j'ai annoncée en 2021 vise à rassembler le peuple de Guinée. D'où l'idée qui a conduit à l'ouverture d'un cadre de dialogue inclusif afin d'offrir un espace de concertation pour décider ensemble de l'avenir de notre pays, discuter et lever toutes les incompréhensions, et de faire de cette transition la dernière.

Je voudrais rendre un hommage appuyé aux facilitatrices de ce cadre de dialogue inclusif, à l'ensemble des acteurs sociopolitiques de notre pays pour leur contribution significative aux Assises Nationales et au peuple pour son patriotisme.

Dans un esprit d'ouverture et de coopération et en mettant en avant l'intérêt supérieur du peuple souverain de Guinée, nous sommes parvenus avec la CEDEAO à s'accorder, dans un compromis dynamique, sur un chronogramme qui va permettre la mise en œuvre des dix (10) points pour aboutir au retour à l'ordre constitutionnel.

Je tiens à rassurer l'opinion nationale et internationale que mon engagement est et reste le même. Il n'a pas changé d'un point. Conformément aux articles 46, 55 et 65 de la charte de la transition, ni moi, ni les membres du Comité National du Rassemblement pour le Développement, ni les membres du conseil national de la transition et encore moins les membres du gouvernement ne seront candidats aux futures élections.

De façon très claire, cela veut dire que nous ne sommes candidats à rien.

Cette période de transition sera mise à profit pour mettre en place des institutions fortes qui résisteront à la tentation

des hommes dont l'aboutissement sera l'organisation d'élections libres, crédibles, transparentes, inclusives et acceptées par toutes les parties prenantes.

Guinéennes et Guinéens, Chers compatriotes,

Il y a un an, je vous faisais le serment que « la Guinée ne déraillera pas, parce que je ne failirais pas. Elle ne vacillera pas non plus. Parce que je ne tremblerais pas ».

Cette détermination sera encore plus grande pour la nouvelle année qui s'annonce.

Cette détermination doit aussi être la vôtre.

Le changement que nous appelons de tous nos vœux ne peut être une réalité que si chacun d'entre-nous décide de changer. Quel que soit notre rang social, notre niveau d'étude, commençons partout où nous nous trouvons à accomplir une tâche, si petite soit-elle, au bénéfice de notre patrie.

Nous vivons sûrement l'un des moments les plus importants et décisifs de notre pays. Tout ce que nous ferons ensemble maintenant, au cours de cette transition, déterminera la direction que prendra la Guinée dans les années à venir. Nous sommes un peuple riche de son passé. Nous sommes un peuple digne et valeureux, dont la voix compte dans le concert des nations.

Aux compatriotes alités et qui souffrent,

A ceux dont les difficultés du quotidien ont arraché tout espoir,

Aux frères d'armes présentement en mission pour défendre la liberté et la démocratie,

Aux Guinéens établis à l'étranger,

Aux ressortissants des pays amis vivant en Guinée et qui participent à l'effort de développement de notre pays,

J'adresse mes vœux de nouvel an 2023.

Je souhaite à chacun et à tous une année de paix, de santé et de prospérité.

Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens.

Je vous remercie. », a déclaré le colonel Mamadi Doumbouya, Président de la Transition.

**Kèfina Diakité**

Guinée

# Alpha Condé rappelle qu'il est et reste un président élu

**L'ancien président, Pr. Alpha Condé, depuis la Turquie, a lui aussi présenté ses meilleurs vœux aux Guinéens. Il rappelle qu'il est et reste un président élu. Son message qui a été transmis à la presse ne manquera pas de faire réagir dans le pays.**



« Guinéennes et Guinéens, mes chers compatriotes, à l'occasion du nouvel an, je voudrais vous présenter mes vœux de bonne et heureuse année, de bonheur pour chacun d'entre vous. Au moment où notre pays traverse des épreuves difficiles, depuis le coup de force intervenu, le 5 septembre 2021, contre notre démocratie et l'Etat de droit que nous avons patiemment construits ensemble, une décennie durant.

Je voudrais d'abord m'incliner devant la mémoire de tous ceux qui ont perdu la vie depuis cette date. J'adresse mes sincères condoléances aux familles des membres des forces de défense et de sécurité arrachés à la vie lors de l'attaque du palais présidentiel. Ma compassion va également à tous ceux qui ont perdu un proche durant

cette année, tous ceux qui, en ce moment, sont confrontés aux épreuves de la maladie et de la souffrance humaine.

Je pense aussi à tous ceux qui sont victimes d'injustice dans leur travail, qui sont arbitrairement privés de liberté, qui ont perdu leur maison, qui sont désormais confrontés à l'insécurité et qui ne connaissent plus de lendemains meilleurs avec les nouvelles difficultés de la vie quotidienne.

En cette nouvelle année, je prie pour que chaque Guinéen ait droit à une bonne santé, une bonne éducation, les moyens de subvenir aux besoins de sa famille. Je salue également le courage et l'héroïsme de ceux qui sont restés dignes et refusent de céder à la fatalité de la résignation, face à l'inacceptable.

Notre pays s'est toujours singularisé dans son histoire par sa capacité à défendre sa souveraineté et son indépendance nationale. Notre peuple s'est toujours illustré par une capacité de résilience face aux obstacles qui se dressent sur notre chemin. Je suis et reste un président élu et très attaché à la démocratie, à l'Etat de droit, au respect de nos valeurs de liberté et de dignité.

Nous devons tous rester fidèles à l'indépendance de notre pays, à la démocratie et à l'Etat de droit. Et ensemble, nous construisons un avenir meilleur. A tous et à chacun d'entre vous, je souhaite une très bonne année 2023. », peut-on lire dans le message du professeur Alpha Condé.

Kéfina Diakité

## DIALOGUE INTER-GUINÉEN

# La Troïka redevenue le Quatuor rejette les conclusions du rapport final

**La Troïka redevient le Quatuor. Après le départ de la CORED, l'inter-coalition composée de l'ANAD, du FNDC POLITIQUE, du RPG-ARC-EN-CIEL et Alliés enregistre l'adhésion d'une nouvelle coalition politique. Il s'agit du Forum des Forces Politiques (FFP) dont le coordinateur est Boubacar Diallo et Président du parti PPD. L'annonce a été faite le vendredi 30 décembre 2022.**

« Je vous annonce que notre inter-coalition a connu l'adhésion d'une nouvelle coalition. Le Forum des forces politiques (FFP), qui ramène le nombre à quatre (4.) On a désormais le Quatuor. En même temps, l'ANAD a connu l'adhésion d'une nouvelle formation politique. Il s'agit du Parti des Ecologistes de Guinée », a déclaré Joachim Baba Millimouno, au sortir d'une rencontre au QG de l'UFDG à Hamdallaye.

L'inter-coalition composée de l'ANAD, du FNDC POLITIQUE, du RPG-ARC-EN-CIEL et du FFP désormais appelée le Quatuor, rejette les conclusions du dialogue inter-guinéen dont le rapport final a été remis au colonel Mamadi Doumbouya, président de la Transition la semaine dernière. Dans une déclaration rendue publique, ces acteurs dénoncent ce qu'ils qualifient de mépris du pouvoir de Conakry malgré les recommandations issues de la rencontre des chefs d'Etat de la CEDEAO.

« L'inter-coalition constituée

par l'ANAD, le FNDC politique, le RPG-AEC

et Alliés et le Forum des Forces Politiques (FFP) tient à informer l'opinion nationale et la communauté internationale qu'elle ne se sent pas concernée ni liée par les conclusions et les recommandations du

dialogue qui vient de clôturer ses travaux à Conakry le 21 décembre dernier.

Comme l'avait prédit l'inter-coalition, ce dialogue n'a été en réalité qu'un séminaire d'explication et de validation des décisions unilatéralement prises par le CNRD, comme ce fut le cas lors des concertations et des assises organisées auparavant par le gouvernement de la Transition.

D'ailleurs, le sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement, tenu le 4 décembre 2022 à Abuja, mesurant l'étroitesse de la base politique et sociale des participants à ce dialogue, les plus représentatifs étant



exclus, avait demandé « instamment aux autorités guinéennes de tenir un (vrai) dialogue national incluant l'ensemble des acteurs politiques sans exception, et de garantir la sécurité et la liberté de tous les participants. A cet effet, ils se sont dits disposés à accueillir et faciliter ce dialogue dans leurs pays, si nécessaire.

Force est de constater que la junte et son gouvernement ont méprisé la directive de l'instance suprême de la

CEDEAO puisqu'ils ont continué

à dérouler le programme des assises, sans coup férir. Il faut craindre, en le déplorant, que cette politique de l'autruche et de défi ne fragilise encore davantage les relations de notre pays avec la CEDEAO, et, par

voie de conséquence, avec la communauté internationale.

En tout état de cause, l'inter-coalition réitère sa disponibilité à participer activement et de façon responsable au dialogue

politique inclusif et

conformément à la directive de la conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO et ce, pour définir de manière consensuelle et indépendante les conditions d'un retour diligent et démocratique à l'ordre constitutionnel dans notre pays », peut-on lire dans la déclaration de l'inter-coalition relative au dialogue politique inter-guinéen.

**Une synthèse de Samuel Demba. D**

NOUVEL AN

# Cellou Dalein Diallo s'adresse à ses compatriotes depuis l'étranger

**A l'instar du président de la transition, nombreux sont les leaders politiques guinéens qui ont tenu des discours à l'occasion du nouvel. C'est le cas par exemple de Cellou Dalein Diallo, le chef de file de l'Union des Forces démocratiques de Guinée (UFDG). C'est depuis l'étranger, que l'ancien Premier ministre de feu Lansana Conté s'est adressé à ses compatriotes.**

« Guinéennes, Guinéens, mes chers compatriotes,

l'année dernière, à pareil moment, je vous adressais mes vœux de nouvel an à partir de notre cher pays. Des vœux d'espérance inspirés par le changement de régime et surtout par la profession de foi de la junte qui a pris le pouvoir le 5 septembre 2021.

En effet, le CNRD s'était solennellement engagé à mettre fin aux dysfonctionnements des institutions, à l'instrumentalisation de la justice et au piétinement des droits et libertés des citoyens. Malheureusement, la justice, qui devait servir de boussole dans la mise en œuvre de cette profession de foi, est vite retombée dans les dérives du passé. La remise en cause des libertés fondamentales, notamment des libertés d'association et de manifestation ; la spoliation et la détention arbitraire de leaders politiques et de la société civile et l'exil forcé de certains d'entre eux sont des illustrations éloquentes de ces dérives.

Mes chers compatriotes,

En dehors de la période 1984-1985 passée à l'étranger pour les besoins de ma formation, 2022 aura été l'année de ma vie au cours de laquelle j'ai été le plus longtemps absent de la Guinée. Même pendant cette absence que j'ai vécue avec nos nombreux compatriotes de l'étranger, bénéficiant de leur soutien et de leur bienveillante attention, je suis resté très proche des Guinéens de l'intérieur, de leurs souffrances comme de leurs réjouissances.

Aussi, avec la foi d'un avenir radieux pour notre pays, je souhaite pour ses fils et ses filles, de l'intérieur comme de la diaspora, une bonne année 2023. Aux malades et aux moins bien portants, mes prières de guérison et de prompt rétablissement. A nos disparus, notamment ceux



décédés lors des manifestations pacifiques ou suite aux nombreux accidents tragiques sur nos routes, mes prières d'un repos éternel, avec la grâce de Dieu.

Mes chers compatriotes,

L'année dernière, lorsque je vous présentais mes vœux, je croyais fermement au début d'une nouvelle ère pour notre pays, celle d'un nouveau départ et l'amorce d'un pas décisif pour affronter et vaincre, ensemble, les démons de notre passé. Nous étions en effet tous animés de la volonté de saisir cette nouvelle opportunité pour écrire ensemble, dans la paix et la concorde nationale, une nouvelle page de notre histoire.

C'est pourquoi nous avons tous accueilli, dans la ferveur populaire, le changement de régime intervenu le 5 septembre 2021 dans un contexte d'impasse démocratique, d'instrumentalisation de la justice et de piétinement des droits et libertés des citoyens.

Mes chers compatriotes,

Ceci dit, nous ne sommes pas partisans des coups d'état qui en appellent d'autres, nous ne sommes pas des soutiens et complices des dictatures

qui ne feront le bonheur de personne, nous ne sommes pas des adeptes de la loi du plus fort qui est contraire aux règles et aux principes de la démocratie et de l'Etat de droit qui constituent nos valeurs sacrées.

Pour autant, l'UFDG et l'ANAD ne sont pas une opposition au CNRD comme voudraient le faire croire les doctrines de la division, les chantres de la démagogie politique et les pêcheurs en eaux troubles qui ont toujours fait dérouter les régimes guinéens de leur mission régalienne de protection des citoyens et de leurs droits et libertés.

Au contraire, dès le départ, nous avons apporté un soutien ferme et assumé au CNRD et au Gouvernement de transition. Personnellement, j'ai fait, au vu et au su de tout le monde, le tour des organisations internationales pour plaider leur soutien au CNRD et pour solliciter leur assistance technique et financière au processus électoral devant conduire au retour à l'ordre constitutionnel. Nous étions alors convaincus que la justice allait être la boussole, et le dialogue le moyen privilégié pour la conduite de la transition.

Si, aujourd'hui, la confiance est rompue et les espoirs déçus, c'est parce qu'il y a eu des actes qui suscitent la méfiance et des discours qui nourrissent la suspicion.

Le harcèlement des acteurs politiques et des leaders

d'opinion ainsi que la vague de poursuites engagées contre eux ne sont pas en conformité avec nos lois. Ils ne sont pas non plus inspirés par notre volonté partagée de lutter contre l'impunité ou de moraliser la vie publique.

En vérité, la lutte contre la corruption et pour la promotion de la bonne gouvernance, brandies par les autorités, ne sont que des prétextes pour justifier une épuration politique dangereuse et une chasse aux sorcières imprudente qui pourraient être lourdes de conséquences pour l'unité et la stabilité du pays.

Disqualifier les uns, privilégier les autres, n'est pas une option en démocratie ni une démarche politique compatible avec la paix et la cohésion sociale. La souveraineté appartient au peuple qui, seul, a le droit de choisir ses dirigeants lors d'élections ouvertes, inclusives, libres et transparentes.

Par ailleurs, comment retenir notre indignation face aux déviances de la justice qui a tendance à remettre en cause les droits acquis et les libertés fondamentales des citoyens ? Certains sont spoliés de leurs biens, privés de leurs droits élémentaires, sans le moindre ménagement ni aucune possibilité de recours. L'Etat, censé protéger les citoyens, est devenu une cause non négligeable de leur insécurité, surtout pour ceux d'entre eux qui dénoncent les dérives du CNRD ou militent en faveur d'un retour diligent à l'ordre

constitutionnel.

Toutefois, l'UFDG et l'ANAD réaffirment leur disponibilité à jouer leur partition dans la restauration de la confiance entre les acteurs sociopolitiques et le CNRD et dans la préservation de la paix dans le pays.

A cet égard, nous sommes disposés à prendre part au dialogue inclusif recommandé par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO et à contribuer à l'émergence d'un consensus susceptible de favoriser un retour apaisé à l'ordre constitutionnel.

Mes chers compatriotes,

J'entends tous les cris de désespoir et de révolte qui s'élèvent à travers le pays. Je voudrais exprimer, à chacune des victimes de l'arbitraire et des innombrables injustices, ma compassion, mon soutien et toute ma solidarité. La force a ses limites dans le temps, ce temps qui panse toutes les blessures et répare les injustices.

Nous ne pouvons pas combattre une tyrannie et la remplacer par une autre, alors que notre mémoire est douloureuse du lourd tribut subi par nos militants et de tous les sacrifices consentis par tous nos concitoyens pour que chacun de nous vive en homme libre dans un pays libre. Ce n'est pas le moment de baisser les bras ou de relâcher les efforts face à tous les obstacles et les infortunes de la lutte politique. Ne sont définitivement vaincus que ceux qui renoncent à la lutte. Seuls les peuples résignés à leur sort subissent la fatalité de l'oppression et de la violence.

Je profite de l'occasion solennelle du nouvel an pour saluer la mémoire des martyrs de notre lutte démocratique qui sont morts pour la Guinée.

Je voudrais aussi exprimer ma solidarité et mon soutien aux acteurs politiques et de la société civile qui sont arbitrairement privés de liberté dans l'unique but de faire taire toutes les voix discordantes. Les mêmes raisons expliquent la mise sous contrôle judiciaire de plusieurs de nos

(Suite page 7)

NOUVEL AN

# Cellou Dalein Diallo s'adresse à ses compatriotes depuis l'étranger

cadres parmi les plus valeureux. Toutes ces victimes de la répression politique et de la violence d'Etat auront droit à la justice. D'autant que l'impunité ne peut plus être garantie pour personne à notre époque : la conscience du monde refuse le règne de la terreur et de l'arbitraire.

Le procès du 28 septembre, qui se déroule sous nos yeux et qui est suivi partout dans le monde, est un avertissement éloquent pour tous ceux qui ont la tentation de confisquer le pouvoir par la force ou par la ruse et de priver ainsi le peuple de son droit de choisir ses dirigeants. Une telle voie est sans issue, sans honneur, ni gloire.

Mes chers compatriotes,

Comme vous le savez, l'UFDG est prête à aller aux élections à tout moment, parce que notre parti a une vision et une ambition noble : « unir et servir la Guinée ». Notre parti a été plébiscité par la majorité des Guinéens à l'occasion des différents scrutins organisés dans notre pays depuis 2010. Notre électorat continue toujours de s'élargir et nous avons tiré les leçons de nos expériences et des victoires dont nous avons été spoliés. Ni la force, ni la fraude ne pourront nous priver désormais d'une victoire obtenue dans les urnes. Les Guinéens sont en effet mobilisés et déterminés comme jamais à défendre le respect de la vérité des urnes.

J'exprime mon infinie gratitude, témoigne de mon profond respect et de toute mon admiration aux responsables, militants et sympathisants de l'UFDG et de l'ANAD. Force et honneur à eux qui, malgré les campagnes d'intimidation, les manœuvres de débauchage, les tentatives de corruption matérielle et morale, les exactions vécues dans leur chair et leur âme, continuent de se montrer dignes et fermes.

Dans cet hommage, je voudrais mentionner les dynamiques fédérations de l'UFDG de l'étranger dont la plupart m'ont invité à leur rendre visite et qui n'ont pas manqué de renouveler avec

force leur fidélité à notre grand parti et leur détermination à continuer le combat pour l'avènement en Guinée d'une société unie, prospère et respectueuse des droits humains et des libertés fondamentales.

Grâce à l'engagement de tous les instants des militants, à leur abnégation de tous les jours, l'UFDG demeure une grande force politique dont la capacité de mobilisation et le poids électoral sont reconnus au-delà de nos frontières. Sa victoire, pour prendre en main les destinées de notre pays, lui ouvrir le chemin d'un développement économique et social inclusif et garantissant à ses enfants l'égalité des droits et des chances, est aussi proche qu'inéluctable.

Mes chers concitoyens,

Après de longs mois d'attente et d'actions dilatoires, un accord de principe a été conclu avec la CEDEAO, à propos de la durée et du chronogramme de la transition. Cet accord a été validé par la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement, tenue le 4 décembre 2022 à Abuja, qui a demandé aux Autorités guinéennes d'organiser un dialogue incluant les partis les plus représentatifs du pays en garantissant la liberté et la sécurité de tous les participants à ce dialogue. En envisageant, si nécessaire, la tenue de ce dialogue inclusif dans un autre pays de la communauté sous-régionale.

Je voudrais saisir cette occasion pour demander solennellement au Président de la Transition de faire de 2023, une année de restauration de la confiance entre les Guinéens. Selon l'illustre philosophe chinois CONFUCIUS, la condition sine qua non pour qu'un peuple vive dans la paix et la prospérité, ce ne sont pas les armes ou l'abondance alimentaire, mais la confiance du peuple en son gouvernement. Le CNRD doit donc mener des actions courageuses pour restaurer cette confiance et favoriser le rassemblement, gages de paix dans le pays et de réussite de la transition. Ces actions courageuses doivent

comprendre, au premier rang :

§ Le respect de la résolution de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO relative à l'ouverture d'un dialogue inclusif avec la participation des partis politiques les plus représentatifs ;

§ L'arrêt immédiat des harcèlements judiciaires contre les acteurs politiques et de la société civile ;

§ La restauration des libertés fondamentales, notamment la liberté de manifestation et d'association ;

§ Le droit à la justice pour les victimes des répressions lors des manifestations politiques.

Mes chers compatriotes,

L'année 2023 qui s'annonce sera l'année de tous les défis pour la Guinée qui, soit retrouve l'espoir et la confiance perdus, soit tombe dans l'abîme d'un recul de l'Etat de droit et la ruine des acquis démocratiques chèrement obtenus. Je n'ai pas de doutes que les bonnes consciences triompheront, comme par le passé, des forces décadentes du mal. Avec l'UFDG et l'ANAD et l'ensemble des forces démocratiques, dans l'union de tous et l'unité d'action, le pays relèvera encore la tête, porté par la ferveur de lendemains meilleurs et par notre patriotisme.

J'adresse mes vœux chaleureux de bonheur et de prospérité à chacun et à tous pour la nouvelle année. Que 2023 soit une année de paix, de stabilité et de prospérité pour notre pays à la croisée des chemins et d'accomplissement personnel pour chacun et pour tous.

Que Dieu veuille sur la Guinée et bénisse les Guinéens !

Vive la République !

Vive la Guinée ! », a déclaré Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG.

Kèfina Diakité

## CELLOU DALEIN DIALLO AUX MILITANTS DE L'UFDG « Je suis très heureux d'être président de ce parti... »

**Le parti de l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo insiste toujours qu'aucune élection ne peut se faire en Guinée sans la présence de UFDG et de son président. Fodé Oussou Fofana soutient que le rêve des partis politiques, qui, dit-il " s'agitent " pour l'élimination de Cellou Dalein de la course au fauteuil présidentiel, ne sera jamais réalisé.**



« Aucune élection se sera organisée sans nous. Il n'y aura plus jamais un second tour dans ce pays parce que nous allons remporter dès le premier tour. (...) Ceux qui s'agitent, ce sont les partis politiques eux-mêmes qui sont en train de passer par tous les moyens, piller, aller voir les Karamoko (marabout) pour qu'ils n'ont qu'à éliminer Cellou Dalein. S'il est éliminé, on est tranquille. Cellou ne sera jamais éliminé dans ce pays. L'UFDG participera à toutes les élections. (...) Nous ne pouvons pas mener tous ces combats et nous décourager. On doit continuer à nous battre, à prouver que nous sommes dans ce parti parce que nous sommes des hommes de conviction. Parce que ce que le président Cellou nous a montré le chemin. Il nous a montré que c'est un homme courageux, digne », a-t-il expliqué le samedi 31 décembre 2022 à

l'occasion de l'assemblée générale hebdomadaire de ce parti.

Joint au téléphone depuis Dakar pour saluer ses militants, Cellou Dalein Diallo a profité pour passer ses vœux de l'année. Le président de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée se dit ému d'être à la tête ce parti. « Je suis très heureux d'être président de ce parti. Je profite de cette occasion pour vous adresser mes vœux de bonne et heureuse année 2023 pour vos familles respectives. Une année de paix, de bonne santé, de succès pour notre parti, pour notre pays. Je suis convaincu que vous ne manquerez pas de transmettre les vœux à vos voisins. Que les camarades qui n'ont pu venir sachent que le président pense à eux et leur souhaite une excellente année 2023 », a-t-il conclu.

Mamadou Saïdou Barry

Lisez le journal numérique sur le site

**KèfinaFasso**  
www.kefinafasso.com  
Votre site indépendant d'information tous azimuts.

## CADRE DE DIALOGUE INTER-GUINÉEN

**Création d'un comité de suivi de la mise en œuvre des résolutions**

**Le mardi 27 décembre 2022, dans un décret lu à la télévision nationale, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a créé le comité national permanent de suivi de la mise en œuvre des résolutions du cadre de dialogue inclusif inter-guinéen.**



**C**e comité de suivi est placé sous l'autorité du Premier ministre, chef du gouvernement, et aura les missions suivantes: coordonner le suivi des résolutions du dialogue inter-guinéen; élaborer

un plan de travail pour le suivi des actions; assurer le suivi régulier de la mise en œuvre des résolutions du dialogue inter-guinéen; élaborer les rapports périodiques à l'intention de toutes les parties

prenantes.

À noter que la création de ce comité national permanent de suivi de la mise en œuvre des résolutions du cadre de dialogue inclusif inter-guinéen intervient au lendemain de la

rencontre de Bissau où les représentants des entités sociopolitiques absentes du dialogue inter-guinéen ont échangé avec le président Umaro Sissoco Embaló, par ailleurs président de la Conférence des chefs d'Etat de la CEDEAO. Des échanges axés sur la nécessité d'instaurer un dialogue franc et sincère entre toutes les parties prenantes à la transition guinéenne pour un retour apaisé à l'ordre constitutionnel. Dans la délégation, il y avait notamment Cellou Dalein Diallo (ANAD), Saïkou Yaya Barry (FNDC politique), Sékou Souapé Kourouma (RPG Arc-en-ciel et alliés) et Sékou Koundouno (FNDC dissous).

Il y a quelques mois, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya,

a institué par décret le cadre de dialogue inclusif pour favoriser des échanges constructifs entre le gouvernement, les partis politiques et les plateformes de la société civile. Dans leur communication, les autorités de la transition font savoir que le cadre de dialogue reste ouvert à tous les acteurs sociopolitiques. Les absents du premier round du dialogue peuvent à tout moment prendre le train en marche. Reste à savoir maintenant si l'inter-coalition ANAD-FNDC politique-RPG Arc-en-ciel et le FNDC dissous entendront les choses de cette oreille. Le vendredi dernier, ces coalitions ont fait une sortie pour rejeter les résolutions du cadre de dialogue inter-guinéen.

**Kéfina Diakité**

## Saikou Yaya Barry chez Embaló

**Une présence qui pollue l'atmosphère sociopolitique à Conakry**

**Une délégation des acteurs sociopolitiques n'ayant pas pris part au dialogue inclusif inter-guinéen a été reçue par Umaro Sissoco Embaló à Bissau, le lundi 26 décembre 2022. Elle était composée des représentants de l'ANAD (Mamadou Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG); du RPG-AEC et alliés (Sékou Souapé Kourouma); du FNDC (Sékou Koundouno) et du FNDC politique (Saïkou Yaya Barry, secrétaire exécutif de l'UFR).**

« J'ai conduit, ce lundi à Bissau, une délégation d'acteurs politiques et de la société civile n'ayant pas pris part au dialogue qui vient de clôturer ses travaux à Conakry », a écrit sur sa page Facebook, le leader de l'UFDG.

Au cours des entretiens, ces acteurs ont expliqué au Président en exercice de la CEDEAO l'origine de leurs divergences qui ont opposé leurs structures respectives aux autorités guinéennes en ce qui concerne le cadre de dialogue politique inter-guinéen, avant de réaffirmer leur disponibilité à participer à un dialogue inclusif comme décidé par le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, le 04 décembre 2022 à Abuja.

Ce qui a retenu de plus l'attention des Guinéens, c'est l'apparition du secrétaire

exécutif de l'UFR sur les images de la mission. Alors qu'il était censé être à Tunis pour suivre son traitement médical suite à l'ordonnance numéro 429/CAB/DJI/TPI/2022. « Cette mesure a été prise sur la base de la requête formulée par le pool d'avocats représenté par Me Salifou Béavogui. Cette décision a été soutenue par le département de la Justice qui a facilité sa mise en œuvre permettant à l'intéressé de se faire soigner à l'étranger sur la base des rapports médicaux fournis par les services médicaux de Ignace Deen et de l'hôpital Sino-guinéen. Il ressort du dispositif de cette ordonnance ce qui suit: « Vu les dispositions de l'article 147 du code de procédure pénale guinéen, autorisons l'évacuation sanitaire de Saïkou Yaya Barry dans un centre de neurochirurgie en Tunisie pour la période

couvrant sa prise en charge dans ledit centre. Disons que la présente ordonnance est exécutoire sur minute ». Cette décision de justice faisait obligation au bénéficiaire d'informer les autorités judiciaires pour tout autre déplacement de nature à justifier le traitement de sa maladie en dehors de la Tunisie où il était censé suivre son traitement. En outre, si son état de santé ne nécessitait plus son maintien médical en Tunisie, il avait le devoir d'aviser les autorités judiciaires pour faciliter son retour au pays avec le respect de l'ensemble de ses droits », a réagi Alphonse Charles Wright, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

Visiblement, les autorités de la transition n'ont pas aimé l'attitude de ce pensionnaire de la maison centrale qui a maille à partir avec la justice.

« Contrairement à cette décision de justice prise pour des raisons humanitaires et de droit, les autorités judiciaires ont été surprises de voir l'inculpé sous d'autres cieux, d'où la question de son état réel de santé. Pour la cohérence de la politique pénale, les services compétents tireront les conséquences du droit dans le strict respect de la loi », a conclu l'ancien Procureur général près la Cour d'Appel de Conakry.

Du berger à la bergère. Sans surprise, le responsable de communication digitale du parti de Sidya Touré, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour répliquer contre les propos du Ministre. « Du kidnapping de l'honorable Saïkou Yaya BARRY à sa présence à Bissau en passant par sa maladie, suivie de son intervention chirurgicale et du décès brutal de sa mère ainsi que du retard accusé dans leur

jugement : qu'est-ce qui choque exactement ? On a l'impression que les violations des droits humains qui se sont succédées sur toute la ligne, ne choquent pas ceux qui disent être des garants du respect des droits de l'homme », a-t-il répondu sur les ondes de FIM FM dans son émission "le Supplément". Avant de rappeler au Ministre Charles Wright que Saïkou Yaya Barry n'a pas été en prison pour des faits de vol ou de viol, mais plutôt pour ses opinions. Il ajoute que les faits pour lesquels il a été interpellé ont été partiellement rejetés par la justice. Au lieu de s'acharner contre Saïkou Yaya Barry, Fodé Baldé estime que la justice devrait plutôt chercher à réparer ce qu'il qualifie de tort qu'il a commis, en acquittant tous ceux qui sont détenus pour leurs opinions.

**Samuel D. Demba**

## FÊTES DE FIN D'ANNÉE 4000 agents de police déployés dans le Grand Conakry

Les fêtes de fin d'année suscitent généralement beaucoup d'engouement chez les citoyens qui se mobilisent pour finir l'année en beauté. Cette période est aussi un moment où on enregistre beaucoup de cas d'accidents et d'enlèvements d'enfant avec la montée en flèche de l'insécurité dans les zones urbaines.



Pour minimiser ces fléaux, le département de la Sécurité et de la Protection civile a déployé plus de 7900 agents sur tout le territoire national également. A Conakry, ils sont environ 4000 policiers à avoir été déployés pour assurer la sécurité des personnes et des biens. Mais également minimiser les cas d'accidents de la circulation.

Directeur Général de la Police nationale, Abdoulaye Sampil, a indiqué que ce dispositif sécuritaire a été mis en place pour le compte des festivités de fin d'année. « Dans le cadre de la sécurisation des festivités de fin d'année, nous avons mis en place un plan opérationnel dénommé Epervier avec sa montée en puissance. Intégrant donc tous les services notamment la Police routière, les unités en charge de lutte contre la criminalité mais aussi les corps urbains. Donc, les effectifs vont être déployés à Conakry et à l'intérieur du pays en plus de ceux de la protection civile. Nous avons environ 4000 policiers déployés dans le Grand Conakry, c'est-à-dire les cinq communes et les villes de Coyah et de Dubréka. Nous avons la police routière, les

commissariats urbains, les commissariats centraux qui viennent en appui à la police routière pour minimiser, réduire au maximum les accidents de la circulation avec des points de ralentissement que nous allons déployer avec des barrières. Mais aussi, nous allons procéder à des contrôles inopinés pour voir s'il n'y a pas de mineurs au volant. Nous allons le faire avec beaucoup de pédagogie, en sensibilisant les usagers notamment sur la limitation de vitesse et la consommation abusive de l'alcool », a-t-il déclaré, tout en précisant que 40% des efforts de la police vont être déployés sur la Corniche Nord. « La corniche nord sera notre zone de concentration. Nous allons déployer 40% de nos efforts sur la corniche nord compte tenu du fait qu'il y a des tricycles mais il y a aussi beaucoup de bars dancing et beaucoup d'autres espaces recevant le public », a-t-il mentionné.

A noter que pour le respect des mesures prises, le DG de la police a annoncé qu'il y aurait des contrôles inopinés pour s'assurer de l'effectivité des consignes sur le terrain.

Mamadou Saïdou Barry

## ACTUALITÉ

### INTERDICTION DES MANIFESTATIONS DE SOUTIEN AU CNRD

## « C'est pour rassurer qu'ils n'ont aucune intention de confisquer le pouvoir » (Gabriel Haba, CNOSCG)

Dans un communiqué rendu public le samedi, le CNRD a réitéré sa décision liée à l'interdiction des manifestations de soutien sur toute l'étendue du territoire national. Dans une interview qu'il a accordée à notre rédaction, le secrétaire exécutif du CNOSCG, Ange Gabriel Haba, s'est réjoui de cette décision de la junte.

A en croire Ange Gabriel Haba, « c'est l'une des décisions les plus salutaires dans la gouvernance du CNRD », affirmant que premièrement, cela prouve que le CNRD n'a pas de parti pris. « Au même moment, ils interdisent les manifestations sociopolitiques, au même moment ils interdisent les manifestations de soutien. D'abord, le message fort qui est derrière ça, c'est pour rassurer le peuple de Guinée qu'ils n'ont aucune intention de confisquer le pouvoir. Parce que, quand on veut confisquer le pouvoir, on a besoin du soutien. Mais, le CNRD renonce à tous les soutiens concernant sa personnalité.

La seconde chose, c'est que

l'interdiction des manifestations de soutien vient justement dire aux Guinéens que le cadre de dialogue est l'espace le plus approprié pour faire valoir ses préoccupations. Donc, tous ceux qui ont des préoccupations, pour que le CNRD puisse les prendre en compte, doivent passer par le cadre de dialogue. Donc, c'est un espace où on peut discuter de tout ; où on peut trouver des résolutions sur la conduite de la transition.

La troisième chose : l'interdiction des manifestations de soutien me rappelle un passé récent, parce que c'est ce facteur qui a conduit nos gouvernants dans les erreurs de gouvernance. Quand vous

prenez le cas de Moussa Dadis, il ya eu tellement de manifestations de soutien qu'il ne pouvait plus savoir si ce qu'il fait est bon ou pas. Et, justement quand il y a trop de manifestations, de soutien, ça ne permet pas au gouvernement de comprendre ses erreurs. Le cas d'Alpha Condé aussi. Si le 3ème mandat a réussi c'est parce que tout simplement il y a eu beaucoup de manifestations de soutien. Le prof Alpha Condé ne pouvait pas savoir s'il était sur une pente glissante », a indiqué Ange Gabriel Haba du CNOSCG.

Mamadou Saïdou Barry

### Rapport final du dialogue

## « Nous avons proposé que les partis politiques soient dissous » (Bogola Haba, FNDDT)

Alors que le rapport de la première session du cadre de dialogue inter-guinéen a été remis au chef de la junte le 21 décembre dernier, Bogola Haba semble déplorer l'omission d'une « demande » de la population. Il s'agit, selon lui, de l'instauration du bipartisme dans le pays.

Interrogé par notre rédaction, le coordinateur du Front national pour la défense de la transition (FNDDT), soutient que cela permettra de mettre fin à la zizanie au sein de la classe politique guinéenne.

« La demande de réduction du nombre de partis politiques est une demande très forte de la population. Nous avons proposé que les partis politiques soient complètement dissous et qu'on fasse une rupture avec

des partis qui puissent nous permettre de nous réconcilier entre nous dans un cadre de bipartisme, au lieu d'avoir aujourd'hui des partis qui sont adossés à des communautés », nous a-t-il confié au bout du fil.

Ils sont nombreux ces partis politiques réunis au sein du Trio ANAD, RPG-AEC et FNDDT-Politique, qui ont boycotté la première session du cadre de dialogue inter-guinéen. Même si la participation du Trio au processus reste pour l'heure

incertaine, Cellou Dalein Diallo et Cie ont rencontré en début de semaine, le président en exercice de la conférence des chefs d'État de la CEDEAO. Une rencontre que Bogola Haba qualifie d'ailleurs d'ordinaire.

Mamadou Saïdou Barry  
Lisez le journal numérique sur le site  
Kéfinafasso  
www.kefinafasso.com  
Notre site indépendant d'information tous azimuts

## LIMITATION D'ÂGE À 75 ANS POUR LA PRÉSIDENTIELLE

# « On est en train de créer un précédent très dangereux dans ce pays » (Abdoul Sacko, FFSG)

**La limitation d'âge à 75 ans pour être candidat à la future présidentielle divise les esprits au sein de la classe sociopolitique. Si certains estiment que c'est une bonne idée, d'autres par contre trouvent que cette décision n'est pas la bonne. C'est le cas de Abdoul Sacko.**



*c'est quelle est la référence scientifique qui dit à ceux qui ont participé au séminaire qu'à 75 ans qu'on est plus apte à diriger le pays ? Ils ont une référence constitutionnelle ? Dans quel modèle de démocratie ils ont pris cela ? C'est-à-dire, il ne faut pas faire les choses par humeur, il ne faut pas faire les choses parce que nous avons les capacités d'écrire ça ou de dire ça. Joe Beiden est arrivé au pouvoir à 77 ans », a-t-il rappelé avant de parler de ses inquiétudes.*

*croire que le mal du pays c'est seulement les anciens mais ce qu'on ne dit pas en réalité, qu'on ne dit dans la gouvernance de Alpha Condé que ça soit au niveau de l'armée ou dans l'administration il y a le problème des jeunes. Ce qu'on est en train de faire croire, c'est comme si nous devions engager une forme de guerre de générations. Une société qui évolue doit être en mesure de combiner l'expérience des anciens à l'énergie et l'innovation des jeunes », affirme Abdoul Sacko.*

**I**nterrogé par notre rédaction, le coordinateur du Forum des

forces sociales de Guinée estime que le débat sur l'âge des candidats est

dépourvu de pertinence. « La question qu'on s'est posée dans ce cadre-là,

« On est en train de créer un précédent très dangereux dans ce pays. On est en train de faire

Mamadou Saïdou Barry

## REJET DES CONCLUSIONS DU DIALOGUE INTER-GUINÉEN

# Le collectif des acteurs sociopolitiques répond à l'Inter-coalition

**Au lendemain de la déclaration de l'inter-coalition (ANAD, FNDC POLITIQUE, FFP, RPG ARC-EN-CIEL ET ALLIÉS) rejetant les conclusions et recommandations du cadre de dialogue inter-guinéen, des acteurs sociopolitiques ayant participé à l'élaboration de ce rapport n'ont pas tardé à réagir à cette sortie. Sous la bannière du Collectif des acteurs sociopolitiques du cadre de dialogue inter-guinéen, Dr Ibrahima Sory Diallo, président du ADC-BOC et ses collègues ont fait part de leur indignation.**

**L**ors d'une conférence de presse organisée le samedi 31 décembre 2022, à la Maison commune des journalistes à la Minière, le Collectif des acteurs sociopolitiques du cadre de dialogue inter-guinéen, contrairement au Quatuor, soutient que les discussions se sont passées dans les bonnes conditions, avant d'afficher sa déception par rapport aux propos tenus par leurs collègues de l'inter-coalition.

« C'est par voie de presse que nous avons appris cette déclaration du nouveau quatuor (ANAD, FNDC POLITIQUE, FFP, RPG ARC-EN-CIEL ET ALLIÉS). Laissez-moi vous dire que nous sommes touchés, c'est pourquoi nous sommes venus. Nous estimons que le dialogue s'est passé dans les meilleures

conditions. Même si à un moment donné on avait tapé la table et bloqué notre participation à ce dialogue à cause des irrégularités. Qu'est-ce qui empêchait nos amis de faire la même chose en venant autour de la table (...) Ils sont libres de ne pas participer, mais aussi nous avons le droit de participer. Déplacer le niveau du débat de Conakry à l'extérieur du pays, tous les problèmes que nous traversons ici sont issus des accords de Ouaga dont les mêmes acteurs continuent à souhaiter la même démarche. Je me demande si on va continuer à entamer la même démarche qui nous avait conduits à l'échec et revenir encore poser des exigences. Le cadre de dialogue est permanent. Donc nous invitons nos frères de venir poser leurs conditions. Ils ne peuvent pas

aller dans un parti politique et rejeter tous les travaux faits par des Guinéens. Nous sommes choqués du fait qu'ils ont dit qu'ils rejettent les conclusions du dialogue. Est-ce que la Guinée a besoin d'aller dans ce positionnement. Nous demandons à la communauté internationale de veiller sur ces recommandations. On ne peut pas remettre en cause le travail des Guinéens à cause de 2 ou trois personnes. Qu'ils nous fassent des recommandations », a déclaré Dr Ibrahima Sory Diallo, président du parti ADC-BOC.

Malgré cette indignation, l'inter-coalition a laissé entendre dans sa déclaration qu'elle est disposée à participer activement et de façon responsable au dialogue politique inclusif et conformément à la directive de la Conférence des Chefs d'Etat



de la CEDEAO et ce, pour définir de manière consensuelle et indépendante les conditions d'un retour diligent et démocratique à l'ordre

constitutionnel dans notre pays.

Samuel Demba. D

## INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

# Vers le démarrage des travaux sur le tronçon Kagbelen-Kouria

Le jeudi dernier, une délégation gouvernementale est allée rencontrer les autorités préfectorales et communales de Coyah et de Dubreka par rapport au démarrage des travaux de prolongement de la route Le prince-Kagbelen-Kouria.



La délégation gouvernementale était composée des ministres de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (Mory Condé), de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat (colonel Ibrahima Sory

Bangoura), des Transports (Félix Lamah) et des Travaux publics (Elhadj Gandho Barry). Les échanges ont porté sur la sensibilisation des occupants du tronçon Kagbelen- Kouria, afin de libérer les emprises de cette route.

« Votre présence démontre encore une fois votre engagement à accompagner les projets qui sont en cours. L'un des projets les plus importants en matière d'infrastructures et de travaux publics aujourd'hui c'est la route dont on parle, la route Le

Prince. Son utilité économique, sociale n'est plus à démontrer. Nous ne pouvons pas la réaliser sans compter sur votre accompagnement, sur votre appui parce que c'est vous qui représentez les populations... Cette route n'est pas une route seulement pour le grand Conakry, c'est une route pour toute la Guinée, pour toute la sous-région. Nous ne pouvons la réaliser si les emprises ne sont pas libérées et le rappel a été fait aujourd'hui, il s'agit d'emprises, il s'agit d'une propriété de l'Etat. Ce n'est pas parce que quelqu'un est venu mettre une brique qu'il devient propriétaire de cette partie. Vous occupez, vous possédez pendant la période mais lorsque l'Etat fait prévaloir sa puissance, son pouvoir, il récupère et c'est ce qui va être fait », a

indiqué le ministre des Travaux publics. Et s'adressant aux autorités des deux préfectures, il dira ceci : « Nous comptons sur vous pour sensibiliser les riverains pour que le travail qui est envisagé de commencer demain commence immédiatement. Si on ne commence pas à faire cette route aujourd'hui, on la fera pas l'année prochaine et si on ne la fait pas l'année prochaine on va la reporter et la reporter. Donc nous demandons de prendre vos responsabilités et de sensibiliser les populations pour que les entreprises qui ont reçu déjà le mandat depuis quelques mois puissent être déployées immédiatement sur ce tronçon »

**Kéfina Diakité**

## APPAREIL JUDICIAIRE GUINÉEN

## Le président de la transition envoie 22 magistrats à la retraite

A travers un décret lu à la télévision nationale le mercredi 28 décembre 2022, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a envoyé 22 magistrats à la retraite.

Voici la liste des 22 magistrats mis à la retraite après avoir rendu de loyaux services à la nation: M. Cécé Théa (conseiller à la Cour suprême); M. Souleymane Bah (Président de la chambre des appels de la CRIEF); M. Lansana Kadialy Touré (magistrat en service à l'inspection générale du Ministère de la Justice et des droits de l'homme); M. Fodé Moussa Camara (magistrat à la Cour suprême); M. Kamon Guilavogui (magistrat à la Cour d'appel de Conakry); M. Fadjimba Condé (Président du TPI de Kankan); M. Mohamed Lamine Diawara (conseiller à la Cour d'appel de

suprême); Mme Kadiatou Traoré (Présidente de chambre à la Cour suprême); M. Baïla Diallo (conseiller à la Cour suprême); M. Souleymane Bah (Président de la chambre des appels de la CRIEF); M. Lansana Kadialy Touré (magistrat en service à l'inspection générale du Ministère de la Justice et des droits de l'homme);

M. Fodé Moussa Camara (magistrat à la Cour suprême); M. Kamon Guilavogui (magistrat à la Cour d'appel de Conakry);

M. Fadjimba Condé (Président du TPI de Kankan); M. Mohamed Lamine Diawara (conseiller à la Cour d'appel de



Conakry);

M. Mamadou Traoré (conseiller à la Cour d'appel de Kankan); M. Mamady Keïta (conseiller à la Cour suprême); M. Ethienne

Kamano (conseiller à la Cour d'appel de Conakry); M. Mamadou Ciré Doumbouya (Président de chambre à la Cour des comptes); M. Fodé Kerfala Camara

(secrétaire général de la Cour des comptes); M. Mamady Mara (conseiller maître à la Cour des comptes).

**Kéfina Diakité**

## AGRICULTURE

# Le ministre Nagnalen Barry s'engage à faire de la Guinée une puissance agricole émergente en 2025

**L'objectif des autorités guinéennes est de faire du pays une puissance agricole émergente, dans deux ans. C'est cela l'objectif qui sous-tend la vision du développement agricole du pays. Et le ministre Mamoudou Nagnalen Barry tient à le traduire en réalité. C'est du moins ce qu'il a dit récemment devant le CNT, à l'occasion de son passage pour présenter la politique sectorielle de son département et défendre son budget devant les conseillers nationaux.**



**S**elon le ministre, l'ambition de faire de la Guinée une puissance agricole émergente à l'horizon 2025, repose sur la grande diversité du climat et des écosystèmes du pays, de son potentiel agricole avec 13,7 millions d'hectares. Ceci étant,

Mamoudou Nagnalen admet que le secteur agricole guinéen a été fortement fragilisé par les crises successives que sont : la maladie à virus Ebola, la pandémie de COVID-19 et plus récemment le conflit russo-ukrainien.

En ce qui concerne les

répercussions de la crise de Covid-19, le ministre a indiqué que les conséquences de la pandémie se traduisent par une perte importante de revenus chez les producteurs et une augmentation de l'ordre de plus de 30% des prix de ces produits pour les consommateurs urbains. Par ailleurs, souligne-t-il, les données du Cadre Harmonisé (CH) de mars 2022 sur la sécurité alimentaire ont indiqué que pour l'ensemble du territoire national, 3 549 277 personnes (soit 31,8%) étaient sous pression, 982 982 personnes (soit 8,8%) en situation de crise et 9 197 personnes (0,1%) en phase d'urgence.

S'agissant de la crise russo-ukrainienne, selon Nagnalen Barry, elle a entraîné l'augmentation des prix des engrais. Une hausse qui devrait, elle aussi, fragiliser les petits exploitants en milieu rural et leurs familles, réduire leurs revenus et les exposer à un risque d'insécurité alimentaire. En réponse à tous ces

risques, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a entrepris de poursuivre les efforts du gouvernement pour dynamiser et favoriser l'accroissement de la productivité du secteur agricole au cours de l'année 2023. Concrètement, cela devrait se traduire par : l'amélioration de l'ordre de 10% de la production agricole en riz et maïs et garantir de bons rendements agropastoraux notamment pour les petits exploitants ; la promotion de l'Entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans l'agriculture et dans l'élevage en facilitant l'accès au financement à 1000 entités ; la modernisation et l'innovation dans le secteur agricole et d'élevage à travers l'utilisation rationnelle des technologies digitales.

Il en résulte que le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage se trouve dans l'impératif d'augmenter son budget 2023 et plaide auprès de l'État pour son appui constant et conséquent dans le cadre de la sécurité alimentaire et

nutritionnelle de la Guinée. Pour bien mener ses activités pour l'année 2023, les besoins budgétaires s'élèvent à 803 milliards 498 millions 438 000 GNF ; ce qui représente une augmentation de 22,52% par rapport à l'année 2022.

Pour Nagnalen Barry, cette augmentation est véritablement nécessaire au regard des défis à relever dans le sous-secteur agropastoral, à savoir : la faible productivité végétale et animale, la faiblesse des aménagements hydro-agricoles, l'enclavement des zones de production, d'importantes pertes post-récoltes, l'insuffisance d'équipements de conditionnement et de transformation des produits agricoles, le faible accès aux crédits agricoles et d'élevage adaptés, la faible mécanisation des opérations agropastorales, sous-équipement des services centraux et déconcentrés du Ministère, l'insuffisance de personnel qualifié, etc.

**Mamadou Saïdou Barry**

## COMMUNE DE RATOMA

## Le suicide d'un homme à Wanindara

**Le samedi 31 décembre, aux environs de 13h30, selon Mediaguinee, Abdoulaye Bangoura, chauffeur de profession, marié et père de 03 enfants, a été découvert pendu dans sa chambre à Wanindara 1, dans la commune de Ratoma.**

«C'est quand on est revenu de la prière aux environs de 14 heures, que nous avons été informés de la pendaison d'un monsieur dans sa maison. Aussitôt, nous avons informé le chef du quartier ainsi que tous les chefs secteurs. Nous nous sommes rendus sur les lieux du drame. Effectivement, c'est le cas, il s'est pendu. À notre tour, nous avons appelé la police. Sur les lieux, on apprend que le corps a été

découvert par son fils. Et quelques minutes avant, il est revenu d'un kiosque de proximité pendant qu'il n'avait personne à la maison, sa femme était au marché. Et c'est par le biais du petit que le voisinage a été informé », a expliqué Sékou Bangoura, membre du conseil de quartier. Commissaire Mohamed N'diaye est responsable de la police technique et scientifique de Matoto. Voici ce qu'il a



confié par rapport à ce cas de suicide : «Nous avons été informés d'un cas de découverte de corps à Enco 5. Arrivés sur les lieux avec la médecine légale, nous avons

trouvé autre chose. Nous avons trouvé un individu pendu chez lui. Ça nous a laissés sur notre faim. C'est une cour qui est habitée par beaucoup de personnes. On a trouvé aucune

trace sur le corps. Et les résultats disent qu'il a fait une pendaison réelle. Donc tous les signes vont en faveur d'une pendaison réelle »

**Kéfina Diakité**

*Lire L'Aigle Infos,  
c'est lire la vérité  
et la vertu*